

L'AMI DU PEUPLE,

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN.

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Samedi, 22 Janvier 1791.

Brigandage des employés de la ferme, assistés
du coupe-jarrêt Parisot et de ses setellites.
— Annonces particulieres. — Fausses démar-
ches de la section de Bondi, pour avoir rai-
son des friponneries et des trahisons du
capitaine Mondot et de l'état-major. —
Tour de passe-passe de la municipalité pour
rendre ces accusés juges et parties. — Anar-
chie scandaleuse autorisée par l'assemblée
nationale, contre les malversations de l'état-
major de la garde parisienne.

A l'ami du peuple.

La crainte des mauvais traitemens exercés envers
ceux qui prennent le public pour juges, m'a fait
différer de donner de la publicité à mes griefs, con-

tre des juges de l'élection des commis aux barrières, contre un sieur Parisot, aide-de-camp du général et ses satellites, pour les horreurs qu'ils ont commises dans ma maison, depuis le 22 jusqu'au 25 décembre dernier.

Tranquillement occupé à rectifier différentes essences spiritueuses que j'employe à la fabrication des vernis, quelques-uns de ces mouchards dont l'administration municipale et le général nous ont infectés (engeance maudite qui ne vit que d'imposture, et qui ne s'occupe qu'à controuver des délits dont elle profite) ont rapporté aux suppôts de la ferme (1), que je m'occupois à fabriquer des eaux-de-vie. Ce faux rapport excite leur cupidité, et bientôt ils fondent chez moi au nombre de soixante : deux juges en robe ; seize commis, et une troupe de quarante chasseurs conduits par le nommé Parisot.

Ils se mettent à goûter les essences que je préparois, et prétendent que c'est de l'eau de vie ; en conséquence, sans aucune autre forme de procès, les sieurs Lapourelle et Guillebon, juges vendus au fisc, ordonnent la saisie de tout ce qui se trouve dans mon atelier, mes caves et mes magasins. Ils dressent pendant deux jours procès-verbal des liqueurs, vases et ustensiles qu'ils font enlever.

Ainsi, après m'avoir accusé d'un délit qui n'existoit pas, pour m'en punir, les suppôts de la maltote violent mon asyle, m'accablent d'outrages, dévalisent ma maison, et me ruinent sans ressource ; et la loi sous le prétendu règne de la liberté, me laisse exposé à leur rapacité, à leurs violences, à leurs atten-

(1) On ne sait trop pourquoi le régime de la ferme a défendu cette fabrication qui seroit si productive pour elle et si avantageuse au public.

tats. Au lieu de s'amuser à des vetilles, n'étoit-il pas du devoir de l'assemblée nationale de pourvoir à la sûreté des citoyens contre les vexations des traîtres : mais que dis-je, elle a conservé leur affreux régime, pour pressurer les peuples, et couvrir les dilapidations de la cour.

Il faut, Monsieur, que je mette au jour la conduite de l'atroce Parisot dans l'expédition barbare faite contre moi. Ce scélérat, qui joint à une place d'aide-de-camp celle de mouchard et d'employé de la ferme, commença, suivant sa coutume, par m'accabler d'invectives; ensuite il ordonna aux juges d'être très-sévères; aux commis de ne rien respecter, et aux pousseculs en uniforme d'être sourds à mes plaintes : lui-même venoit de tems en tems veiller à l'exécution de ces ordres barbares. Aussi fus-je exposé, moi et ma famille, aux outrages d'une soldatesque effrénée, qui joignoit à ses rapines les excès les plus brutaux. Pendant trois jours entiers, qu'ils mirent ma maison au pillage, ils ne cessèrent pas de se souiller avec les boissons que j'avois dans ma cave; et dans l'état d'abrutissement où les mit l'excès des liqueurs, ils cassèrent vitres, bouteilles vuides, poteries; ils éventrèrent à coups de bayonnettes poules et mės lapins; qu'ils alloient vendre dans le voisinage; ils vociféroient jour et nuit des chansons obscènes; ils firent gémir la pudeur en montrant leur nudité aux personnes du sexe qui se trouvoient chez moi. Je ne puis achever.... Voilà cependant les obligations que nous avons au général de nous avoir infecté des légions de ces brigands, contre lesquels on ne peut obtenir justice. Le maire de Paris, l'administration municipale, les commissaires de quartiers refusent de recevoir plainte contre eux, et semblent devenir leurs complices : tandis que l'assemblée nationale ferme les yeux sur toutes ces horreurs. Elle se vante d'établir la liberté sur les lois, et de faire regner la justice. Mais les fripons, qui se trouvent à la tête des tribunaux et de la police, font

taire les loix, lorsque les amis de la patrie les appellent à leurs secours. O Marat, fidele Ami du peuple, vous êtes ma seule ressource dans mon désespoir, venez à mon aide, et faites retentir les douloureux accens d'un citoyen opprimé, d'une famille désolée.

Signé, *Auger*, citoyen actif et soldat de la section de la place Vendôme, rue du Rocher, à la petite Pologne.

Paris, ce 18 janvier 1791.

Annonces.

M. Thomas de Plainville, avocat, place du Pont-rouge, charge l'Ami du peuple d'annoncer au public, qu'il ne voulant point être confondu sous aucun rapport avec Plainville, l'adjudant mouchard de l'état-major parisien, il renonce pour toujours à ce surnom fletri.

On a fait passer à l'Ami du peuple deux sommations du frere Brunot, religieux Chartreux, au Sr. Bureaux de Pusy, député, à l'assemblée nationale. Comme elles n'étoient accompagnées d'aucune lettre qui indicat leur emploi, on peut les réclamer auprès du portier de l'hôtel de la Feudrieres.

Le Sr. G. Villeneuve, de la compagnie Hulin, hôtel des Invalides, peut se dispenser dorénavant d'adresser aucune épître à l'Ami du peuple, qui a bien autre chose à faire que de perdre le tems à lire des lettres d'injures. Comme le Sr. Villeneuve est dans un corps de coupe-jarrets, il ne doit pas trouver mauvais que l'Ami du peuple prenne à son égard les précautions qu'indique la prudence. Lorsqu'un particulier inconnu se trouve dans une bande de brigands, pour savoir ce qu'il est, on commence par visiter ses épaules.

A l'Ami du peuple.

Nous sentons bien, Monsieur, la vérité des observations, que vous nous avez faites dans votre N^o. 344, sur l'incompétence de la Municipalité à connaître des escroqueries du nommé Mondet, capitaine de la compagnie du centre de notre bataillon, et des malversations de l'état-major mises en jeu pour corrompre le bataillon entier. Soldes et volontaires, vous vous attendiez bien aux rubriques de la municipalité! Elles n'ont pas manqué d'arriver et peut-être savez-vous déjà, qu'elle a ajourné l'affaire de la nomination du nouveau commandant, et qu'elle a renvoyé à un conseil de guerre celle de la dénonciation de Mr. Mondot. Ce conseil de guerre, tout composé, d'ennemis de la révolution et de créatures de la cour, doit tenir samedi prochain. Il a envoyé prendre des informations juridiques à la caserne du centre, et il a souffert, que Roulleaux, aide-major, et l'un des agens de Mondot tint la plume comme secrétaire. Nous venons d'écrire sur le champ qu'on fit protester la compagnie du centre contre cet horreur, et toute cette infernale procédure.

Enfin, pour comble d'infamie, la municipalité nous menace, et le maire, qui nous veut du mal, paroît vouloir nous faire sentir sa malveillance; mais nous ne le craignons pas, nous sommes inébranlables, et nous irons jusqu'au bout.

Signés, plusieurs citoyens et volontaires
de la section de Bondi.

Paris, ce 21 janvier 1791.

Réponse de l'Ami du peuple.

Vous deviez vous attendre, Messieurs, à la connivence criminelle de la municipalité, et aux scélé-

ratesses de l'état-major parisien : je vous en avois prévenu. Aujourd'hui, vous devez revenir sur vos pas, comme on revient sur une erreur, en faisant signifier à la municipalité, et à l'état-major, que, vu la nature des crimes dont vous poursuivez la punition, vous les recusez l'un et l'autre comme juges incompétens.

Il s'agit des escroqueries du nommé Mondot : il n'y a qu'un tribunal criminel qui puisse en connoître. Sans doute que pour désintéresser la compagnie du centre, ce fripon se hâtera de faire restitution.

Comme il ne s'agit point d'un manque de discipline, la nomination d'un conseil de guerre est un piège dangereux : l'état-major ne doit point, et même ne peut intervenir ; souffrir son intervention seroit établir un gouvernement militaire. Il s'agit d'un attentat contre la liberté ; les soldats et sous-officiers détenus à l'abbaye doivent rendre plainte pour fait de vexations ; cause qui ne peut être portée à un tribunal criminel. Enfin, tout le bataillon et toute la section doivent poursuivre Hamelin, Mondot et l'état-major, pour manœuvres criminelles tendant à corrompre la compagnie du centre ; crime de lèse nation, qui ne peut être porté que devant la haute cour nationale : mais l'indigne assemblée ne nous la donnera jamais, tant qu'elle pourra s'en dispenser.

Voilà, Messieurs, la marche que votre section doit tenir, et il n'y a point de tems à perdre. Que votre compagnie du centre invite toutes les autres à faire cause commune avec elle, et que votre section demande incessamment l'appui de toutes les autres sections.

Il faut ici, Messieurs, que je vous développe un vice énorme dans l'organisation de la municipalité et des sections, qui seul suffit pour tenir éternellement les citoyens sous le joug de l'oppression, éterniser les abus, et renverser la liberté. Il consiste à les re-

mettre toutes à la discrétion de la municipalité, et chacune à la discrétion de son comité. Or, en différant d'instruire les sections des arrêtés qu'elles s'adressent mutuellement, et en n'opposant aux vœux des citoyens qu'une négligence concertée, ils peuvent les excéder de dégoûts, faire exhaler en murmures leur mécontentement, se jouer de leurs griefs et barer toutes leurs mesures.

Comme il faut le concours de cinquante citoyens pour assembler chaque section : il n'y a qu'un moyen de déjouer ces rubriques, et de rendre nulle la résistance des comités ennemis du bien public aux efforts du peuple : c'est ce que tous les bons patriotes de chaque section se réunissent immédiatement en clubs, portant le nom de leurs sections respectives. Qu'ils n'y admettent aucun procureur, aucun commissaire de quartier ou de section, aucun robin, aucun pensionnaire de la cour, aucun officier de l'état-major, aucun citoyen dont le patriotisme soit équivoque : qu'ils nomment chacun six commissaires pour prendre connoissance des arrêtés envoyés aux comités respectifs de leurs sections, et qu'ils rassemblent leurs sections pour délibérer immédiatement sur les arrêtés dont tout retard nuirait aux intérêts de la chose publique.

Enfin, pour obvier aux manœuvres des comités, que tout arrêté à communiquer aux sections le soit en même-tems à leurs clubs. Je le repete, ces clubs ne doivent être composés que de citoyens choisis ; et l'on sent bien qu'aucun ne doit renfermer moins de 80 ou 100 membres. Ce sont eux qui se chargeront du soin de demander la convocation de leurs sections respectives.

Complot alarmant.

Aujourd'hui que les députés aristocratiques et et ministériels de l'assemblée nationale voyent ap-

procher le terme de leur existence politique ; ils cherchent à s'en donner une militaire, à l'exemple de Riquetti, or, c'est leur plan de s'emparer des places de commandant de bataillons. Nous serions perdus sans ressource, si les citoyens, séduits par la vanité d'avoir à leur tête des membres du législateur, alloient faire la folie de les nommer. Déjà plusieurs députés aristocrates sont inscrits, nommément le Sr. Dandré, dans celui des Filles St. Thomas. Les plus adroits de ces conjurés ne se font inscrire que comme soldats, dans l'espoir de mener toutes leurs compagnies. Quel malheur, si on souffroit que ces ennemis de la liberté se rendent ainsi maîtres de l'armée citoyenne, dont ils feront bientôt un instrument terrible pour rétablir le despotisme. Citoyens, repoussez hautement ces traîtres, et gardez-vous d'en admettre un seul parmi vous.

L'extrême danger.

Le général-conspirateur, ayant renforcé le parti de ses créatures, des nouvelles recrues qu'il vient de faire dans l'assemblée nationale, nommément de Mirabeau, se flattant d'en imposer sous les auspices de ce faux patriote, se dispose à faire couler le sang des amis de la liberté, qui déjà sont tous notés. Déjà les conjurés se montrent publiquement avec les signes de la révolte. C'est une cocarde noire qu'ils ont sur la chemise. Citoyens, préparez vos armes, et que tout ce que la France renferme d'amis de la révolution extermine ces pestes publiques.

MARAT, l'Ami du peuple.

De l'Imprimerie de MARAT.